



**HAL**  
open science

# Agir avec l'art et les sciences pour un monde durable: le cas du projet BREATHE

Lionel Scotto d'Apollonia, Davia Dosias-perla

## ► To cite this version:

Lionel Scotto d'Apollonia, Davia Dosias-perla. Agir avec l'art et les sciences pour un monde durable: le cas du projet BREATHE. TRANSGENERATIVES 2030 Conférence-événement "Agir avec l'art et les sciences pour un monde durable", Mar 2022, NANCY, France. hal-03912385

**HAL Id: hal-03912385**

**<https://hal.science/hal-03912385>**

Submitted on 8 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Agir avec l'art et les sciences pour un monde durable

Lionel Scotto d'Apollonia (Artivistes Atelier, Université Montpellier)

[lionel.scotto-d-apollonia@umontpellier.fr](mailto:lionel.scotto-d-apollonia@umontpellier.fr)

Davia Dosias Perla (Artivistes Atelier, Université Panthéon Paris Sorbonne)

[Davia.DOSIAS-PERLA@cnrs.fr](mailto:Davia.DOSIAS-PERLA@cnrs.fr)

Acteur majeur du développement des projets de Recherche Action Participative (RAP) et des sciences citoyennes (SC)<sup>1</sup>, le laboratoire citoyen Artivistes<sup>2</sup> Atelier créé en 2016 a été reconnu en 2019 dans le cadre du projet BREATHE financé par l'ANR comme un laboratoire de droit privé<sup>3</sup>. Artivistes s'inscrit dans ce contexte d'un dynamisme et l'intérêt croissant suscité par les sciences participatives s'applique à une grande hétérogénéité de projets (Anadon, 2013). Force est de constater qu'il n'existe pas de cadre théorique de référence, l'effort de théorisation reste encore embryonnaire d'autant plus que ce type de recherche couvre des pratiques très différentes (Bonny, 2017) et se différencie par différents niveaux de collaboration, de participation, de portée sur le social (Carmes, 2020), les acteurs et les écosystèmes sur lesquels ils tendent à agir, l'intégration des acteurs dans la co-construction de la problématique de recherche elle-même restant aussi un objet de nombreux débats (voir référence encart Bertrand). Ce texte décrit une présentation générale des travaux développés dans notre laboratoire Artivistes qui portent sur l'ensemble des enjeux socio-environnementaux intégrant les questions sanitaires. Les projets menés mobilise des équipes « interdisciplinaires » de chercheurs permettant de développer dans une matrice commune une double compétence à la fois dans l'ensemble des champs des sciences dites dures (sans exhaustivité : géophysique, biodiversité, écologie des sols, climat, qualité de l'air, gestion de l'eau) et dans le champ des sciences humaines et sociales et plus particulièrement les sciences participatives. Notre spécificité est de développer des outils de recherche singuliers :

- (1) un dispositif de rue articulant les arts et la culture (street art, musique, théâtre de rue, danse, marionnettes géantes, poésie, etc.) permettant de créer une mobilisation citoyenne et d'analyser la façon dont les participants politisent spontanément tout un ensemble d'enjeux ;
- (2) des design participatifs permettant d'impliquer les acteurs dans des projets de sciences participatives ;
- (3) une ingénierie de la participation éponyme permettant de porter différents dispositifs de participations plus ou moins institutionnels et notamment la coconstruction de l'action publique.

En articulant différentes approches méthodologiques classiques et participatives, le dispositif Artivistes permet de développer un regard analytique critique et réflexif sur les dispositifs de participation citoyenne dans un contexte de transformations territoriales. Développer une démarche participative s'appuyant sur un tel dispositif pose tout un ensemble de problèmes conjointement sur les plans de la Recherche, de l'Action et de la Participation que les perpétuelles boucles critiques et réflexives peinent à résoudre. Le positionnement consiste à prendre à bras le corps l'identification de nos propres limites comme autant de marqueurs pertinents permettant d'évaluer la tangibilité des savoirs produits et d'affiner les analyses. Le cadrage des projets de recherche en amont et la posture de recherche collective considérée par rapport à la pluralité de postures individuelles y compris les non académiciens apparaît comme un élément central. Plutôt que de développer un inventaire à la Prévert des projets faisant plus office de plaquette

<sup>1</sup> Il existe différents vocables par commodité et sans volonté réductionniste nous regroupons dans ce texte l'ensemble de ces recherches sous la dénomination « sciences participatives ».

<sup>2</sup> Le nom de l'association ARTIVISTES est un acronyme (**A**ssociation de **R**edynamisation des **T**erritoires par l'**InnoV**ation **S**ociale des **T**ransitions **E**nvironnementale**S**), le terme atelier visant à préciser le caractère participatif. Le terme ARTIVISTES n'est pas nouveau (Bautès, 2010).

<sup>3</sup> Nous avons en ce sens participé à la construction et l'animation de deux écoles thématiques CNRS organisées dans l'Hérault dédiées aux sciences participatives, été dans le comité scientifique et d'organisation des premières assises sciences-sociétés en 2017 organisées à Montpellier et avons très largement contribué à leur cadrage scientifique. De plus, nous sommes lauréat du projet MITI lancé par le CNRS sur interdisciplinarité est sciences participatives en collaboration avec plusieurs universités à l'échelle nationale et participons au projet européen H2020 [Urbanome](#) avec une équipe de l'INSERM.

publicitaire, cet encart présente notre positionnement épistémologique et axiologique par rapport à différents problématiques apparaissant comme des enjeux pour la recherche saillant : aux enjeux de la participation – aux limites de la pratiques sciences participatives et de « l’interdisciplinarité » — à la place de l’art dans les enjeux de participation – à la place et au rôle des acteurs impliqués ou non dans le dispositif participatif - aux limites de la portée des sciences participatives.

### **Enjeux et pratiques des sciences participatives.**

Les sciences participatives relèvent de multitudes de pratiques historiquement situées (Charvolin, Micoud et Nyhart 2007 ; Strasser *et al.* 2019 ; Scotto d’Apollonia *et al.*, 2019). Leur multiplication récente impose une épreuve de taille à la recherche d’autant plus sur des objets socialement et politiquement vifs. Les défis à relever sont très nombreux. A titre non exhaustif il est possible d’identifier : un défi d’ordre épistémologique sur les conditions de pratiques de l’interdisciplinarité (Bedessem, 2020) – un défi de légitimité scientifique quant à la qualité et à la robustesse des analyses produites (Bœuf *et al.*, 2012) – un défi social et politique d’émancipation par la montée en capacité des citoyens (Bela *et al.*, 2016) – un défi environnemental quant à l’efficacité des actions produites (Salles, 2014 ; Dosias-Perla *et al.*, 2020) – un défi éthique quant aux catégories sociales mobilisées dans ce type de dispositif participatif (Ethique, Leduc, 2015). Force est de constater qu’il existe une très grande hétérogénéité de ce type de projets (Anadon, 2013) dont la définition et les typologies restent à consolider (Crosier *et al.*, 2013) et une quasi absence de cadre théorique de référence (Houllier *et al.*, 2016). En effet, les recherches participatives font l’objet de différentes pratiques (Bonny, 2017) et dépendent de différents niveaux de collaboration, de participation, d’action sur le social et d’intégration des acteurs dans la co-construction de la problématique de recherche. Doux euphémisme, les recherches participatives restent en quête de légitimité scientifique, dans un contexte où plus généralement les Sciences Humaines et Sociales peinent encore à s’émanciper des pouvoirs tutélaires et du contexte institutionnel potentiellement source d’instrumentalisation de la connaissance scientifique (Berthelot, 1996). Le dispositif de recherche Artivistes tente d’intégrer l’ensemble de ces aspects tout autant que les résistances plus ou moins fortes aux sciences participatives<sup>4</sup>, dans le prolongement historique de controverses internes aux sciences sociales. De plus, notre cadrage analytique prend ainsi pleinement en compte les nombreux travaux critiques abordant les liens ambigus parfois paradoxaux entre la participation et les questions environnementales et la défiance d’une partie des acteurs de la société civile vis-à-vis de la participation (Blatrix, 2009 ; Mazeaud, Talpin, 2010 ; Neveu, 2011). Nous développons notre dispositif de sciences participatives en considérant les différentes tensions dont elles sont parcourues (Salles, 2014) entre les risques : de biais extractivistes de recueils des données – d’instrumentalisation des données citoyennes répondant à des problèmes singuliers connus sous le syndrome NIMBY (Dear, 1992) – d’instrumentalisation communicationnel sur le plan politique – de limiter la construction de nouveau mode de collaboration – de persistance des asymétries de pouvoirs quant aux prises de décision – de défiance potentielle d’une partie des acteurs – d’intégration effective des acteurs dans le dispositif de recherche.

**APPLICATION :** Le projet BREATHE articule à la fois un projet de métrologie citoyenne de la qualité de l’air à partir de la collecte de végétaux et un accompagnement de l’action publique pour améliorer la qualité de l’air sur différents terrains d’études (usine de traitement de déchets OCREAL Lunel-Viel 34 – rues canyons dans le quartier des arceaux Montpellier) ayant comme point nodal une forte conflictualité sociale et politique. Notre posture a consisté dans un premier temps à accompagner les collectifs contestataires cadrant l’enjeu qualité de l’air comme un enjeu politique majeur en leur proposant de développer une métrologie participative de la cueillette jusqu’à la mesure en laboratoire. Dans un deuxième temps, il s’agissait de proposer des ateliers participatifs multi acteurs intégrant des représentants des collectifs, des citoyens ordinaires, les services et les élus afin de coconstruire l’action publique. Notre posture à consister à demander à signer une convention de collaboration avec les élus

<sup>4</sup> En référence à Jean de La Fontaine sur le site rationaliste de l’AFIS la politiste Virginie Tournay dit ainsi : « Au fur et à mesure que nous nous rapprochons des dispositifs formels de la démocratie participative, leur inconsistance logique et démocratique devient patente. Comment expliquer alors leur maintien dans la vie politique ? », SPS n° 318, oct. 2016. Lien consulté le 15 août 2019 : <https://www.pseudo-sciences.org/Y-a-t-il-vraiment-une-demande-de-participation-citoyenne>

cadrant le mandat donné à ces ateliers participatifs. Le cas d'étude de la rue canyon a fait l'objet d'un atelier de coécriture avec l'ensemble des parties prenantes et présenté de façon détaillé dans ce même colloque (23 novembre 2022).

### **L'art participatif : politiser les enjeux dans la rue**

Nous reprenons l'idée initiale d'une transformation sociale à visée émancipatrice en considérant l'acte créatif et culturel comme un révélateur de la complexité du monde contemporain. Cependant nous nous détachons de la portée dénonciatrice et contestataire d'une contre-culture initiée dans les mouvements de lutttes contre les dictatures militaires au Brésil ou en Argentine vers la fin des années 1970 et dans leur prolongation contemporaines révolutionnaires de convergences des lutttes. Nous sommes conscients que l'art et la culture sont le produit de normes sociales (Bourdieu, 1992). Dans l'esprit de Jean Villard, notre approche artistique et culturelle est un vecteur de démocratisation et de mobilisation et vise à prendre à front renversé la vision situationniste dénonçant la « société du spectacle » chère à Guy de Bord<sup>5</sup>. Sur le plan axiologique, le dispositif vise à accroître le pouvoir d'agir de l'ensemble des acteurs et en premier lieu du citoyen ordinaire (Clarke, Vanini, 2013) au sens le plus noble du terme<sup>6</sup>. Il n'est pas militant et n'a pas de parti-pris idéologique<sup>7</sup>. Il ne cherche pas le rapport de force mais plutôt à l'interroger tout en cherchant à équilibrer les asymétries de pouvoir. Enfin notre méthodologie s'intègre dans le domaine émergent art-science en tant que dispositif de production de connaissances (Nowotny et al., 2001). En s'appuyant sur les outils développés par Artivistes, la coconstruction artistique est appréhendée comme une modalité de dialogue interdisciplinaire (Born, Barry, 2010 ; Nowotny et al., 2001). L'acte de création artistique est abordée comme une mise en œuvre collaborative sensible et tout autant comme un acte visant à institutionnaliser et politiser le dispositif participatif (Da Costa, Philips, 2010 ; Cassin, 2005).

**APPLICATION :** Le dispositif de rue a été reproduit à de multiples reprises sur différents projets avec des jauges de mobilisation très variable en fonction du contexte et du niveau de collaboration avec les différentes parties prenantes. A titre d'exemple, le chiffre de personnes impactées varie entre une cinquantaine à plus de mille dans certains cas. Il permet indépendamment de la jauge grâce aux outils participatifs d'une part d'analyser les perceptions des habitants ou des usagers à l'échelle communale ou d'un quartier et d'autre part de permettre un espace de libre expression et éventuellement de politisation des enjeux qu'ils soient en lien ou non avec le projet. Cependant, nous notons une limite dans l'engagement citoyen, malgré les jauges importantes, les ateliers participatifs n'ont jamais dépasser les cinquante participants.

### **Les limites des pratiques interdisciplinaires dans le cadre des sciences participatives**

Les sciences participatives comme mode de production de savoirs se heurtent à deux difficultés, d'une part impliquer des acteurs non scientifiques-professionnels (individus ou de groupes, collectifs) qui participent de façon active et délibérée (Houllier et Merilhou-Goudard 2016; Vohland et al. 2021) et d'autre part arriver à faire dialoguer les disciplines sachant qu'elles répondent à des habitus de recherche fortement ancrés les différents champs paradigmatiques. Les conditions d'exercice de l'interdisciplinaire (Chlous, 2017) dans le cadre des sciences participatives (Bedessem, 2020) restent un domaine peu exploré sur le plan épistémologique. Il existe différentes tentatives de proposition de typologie des pratiques participatives (Bonney, 2019, Houllier, 2016)<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Nous ne développons pas plus cette partie mais tenons à préciser qu'elle fait par ailleurs l'objet de recherche et de communication scientifique (L'éthique dans l'expérience Artivistes-Atelier, Colloque international éthique et Bioart, 29-30 nov. 2016, colloque international Art for science, 27-28 sept. 2019).

<sup>6</sup> Nous considérons le citoyen ordinaire comme l'acteur central au sens le plus noble du terme, à contre-emploi avec une vision scientifique considérant l'expertise citoyenne de « Madame Michu » (Scotto d'Apollonia, 2015) comme accessoire.

<sup>7</sup> Artivistes-atelier est membre actif de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne.

<sup>8</sup> Sont définis ainsi par exemple les sciences contributives, les sciences collaboratives ou participatives, les sciences co-construite (vocabulaire très en vogue mais dont l'effectivité peine à être démontrée)

APPLICATION : Artistes en collaboration avec différents laboratoires de recherche et institution (IRSTV CNRS – LIRSA CNAM – Prodig Université Panthéon Sorbonne – Géosciences Mtp CNRS Université Montpellier – AERIS IPSL CNRS - PSE-SANTE IRSN - Institut Terre et Environnement CNRS Université de Strasbourg – OSU Sorbonne Université) est lauréat de l'appel à projet CNRS « Action Sciences participatives en situation d'interdisciplinarité ». Ce projet, à l'heure de la multiplication de systèmes de capteurs embarqués ou fixes vise l'élaboration et la diffusion d'une matrice scientifique pouvant soutenir des projets de sciences participatives pluridisciplinaires.

### Les limites de la portée des sciences participatives

Assumant une posture visant à l'émancipation sociale et environnementale, les sciences participatives doivent affronter un double déficit : déficit d'intégration des citoyens dans la fabrique dite « participative » des politiques publiques (Blondiaux, 2008 ; Blondiaux et Fourniau, 2011; Fourniau, 2007) et déficit d'efficacité chronique des politiques d'efficacité des politiques publiques notamment sur les questions socio-environnementales (Chevigné, 2003; Salles, 2006; Chevalier et al. 2007 ; Comby, 2015); comme la qualité de l'air (Chateauraynaud et al., 2013, Scotto d'Apollonia et al., 2019), la biodiversité (Julliard, 2017 ; Salle, 2014), la qualité des sols (Fortmann, 2009), ou des eaux (Jollymore et al., 2017 ; Henriksen et al., 2009). Les aspects institutionnel, juridique et technique sont centraux et limitent la portée des projets de sciences participatives (Charvolin et al., 2015 ; Massard-Guibaud, 2010). D'une part les différentes lois et plans d'actions sont construits à partir de cette sectorialisation dans laquelle les enjeux environnementaux, sanitaires et sociaux sont traités de façon dissociée. D'autre part, mises en œuvre à l'échelle municipale, elles peinent à trouver de la cohérence sur un territoire plus large, qui par ailleurs est suffisamment important pour améliorer leurs chances d'efficacité (Mermet et al. 2005). Il reste donc à développer une loupe analytique permettant d'analyser la portée d'une part sur les conditions effectives de la participation des publics à la construction de l'action et d'autre part sur l'action elle-même considérée sur différentes échelles de temps et d'espaces.

**APPLICATION** : Dans le cadre du projet BREATHE, nous avons demandé la signature d'une convention avec les autorités locales afin d'éviter les biais du citizen washing. Dans le cadre de l'étude du quartier des Arceaux, cette demande a été l'objet de multiples débats qui se sont soldés par un refus de la collectivité à définir un cadre de collaboration avec les riverains, pour cause malgré un « renouveau démocratique » affiché, le cahier des charges de l'appel d'offre des futurs aménagements étaient rédigés à l'avance (voir intervention 23 novembre 2022). Dans le cadre de l'étude autour de l'usine OCREAL, le syndicat mixte SMEPE gérant l'incinérateur a refusé toute forme de collaboration avec le projet BREATHE, alors que dans le même temps nous avons signé une convention avec la communauté de commune en charge de l'harmonisation des six autres intercommunalités gérant le SMEPE afin d'apporter un appui à la construction participative de leur Plan Climat Air Energie Territorial. La portée sur la participation citoyenne, la posture du projet de recherche et la portée du projet lui-même sont des points de vigilances devant être détaillés précisément et permettant en retour une analyse fine des écosystèmes politiques sur lesquels le projet tend à agir. Cette approche résolument critique et réflexive, permet de mettre au jour les limites du projet, ces dernières représentent ainsi autant de marqueurs pertinents permettant de nourrir l'analyse en retour.

### Bibliographie indicative

- Bourdieu, P. (1992). *Les règles de l'art: genèse et structure du champ littéraire*. Paris: Editions du Seuil.
- Comby, J.-B. (2015). *La question climatique: genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris: Raisons d'agir.
- Rancière, J., Jeanpierre, L., & Zabunyan, D. (2012). *La méthode de l'égalité*. Montrouge: Bayard.
- Rudolf, F. (2003). La participation au piège de l'enrôlement. *Ville et démocratie*. Paris [u.a.]: L'HarmattanSchaller, 2013
- Schaller, J.-J. (2013). Le partage du sensible dans un monde en incertitude, *Le sujet dans la cité* 2013/2 (N°4), pages 96 à 111.